

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/008711]

23 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20;

Vu le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.11, D.13, D.36, D.40, D.101, modifié par le décret du 17 juillet 2018, D.103, D.107, D. 108, D.113, D.114, D. 242, D.243 et D.256;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu le rapport du 21 mars 2024 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis référencé CO-A-2024-119 cm de l'Autorité de protection des données, donné le 12 avril 2024;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 18 avril 2024;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 avril 2024;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 avril 2024;

Vu l'avis 76.276/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 mai 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la concertation intervenue avec les centres de formation professionnelle agricole;

Considérant que les dispositions modificatives sont prises à l'avantage des administrés et que la rétroactivité d'un acte est notamment admissible lorsqu'elle ne fait pas grief;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture, le 1° est complété par les mots :

« , ou suit les cours de techniques agricoles concomitamment aux cours de gestion et d'économie agricole ».

Art. 3. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « des cours à distance visés à l'article D.99, § 2, 1°, du Code » sont remplacés par les mots « à distance de l'ensemble des cours visés à l'article D.99 du Code »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 8, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté, les mots « le Ministre ou son délégué » sont remplacés par les mots « le centre de formation ».

Art. 5. Dans l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les mots « ou d'une formation en alternance » sont insérés entre le mot « reconnue » et le mot « . Il ».

Art. 6. Dans l'article 13, alinéa 4, 2°, du même arrêté, les mots « moyennant approbation préalable du service » sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 14, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté, les mots « comité de sélection » sont remplacés par les mots « comité d'experts ».

Art. 8. Dans l'article 19, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, les modifications suivantes sont apportées :

(1) au a), le nombre « 90,00 » est remplacé par le nombre « 115,00 »;

(2) au b), le nombre « 110,00 » est remplacé par le nombre « 140,00 »;

b) au 2^o, les modifications suivantes sont apportées :

(1) au a), le nombre « 75,00 » est remplacé par le nombre « 95,00 »;

(2) au b), le nombre « 100,00 » est remplacé par le nombre « 125,00 ».

Art. 9. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre VII/1, comportant l'article 28/1, rédigé comme suit :

« Chapitre VII/1. - Traitements de données à caractère personnel

Art. 28/1. § 1^{er}. Sans préjudice des articles D.393 et D.394 du Code, conformément aux articles D.33, D.96, D.112 et D.256 du Code lus conjointement avec l'article 18, le service est responsable du traitement des données à caractère personnel nécessaires pour la mise en œuvre, en ce qui le concerne, du Code et de ses arrêtés d'exécution pour les finalités prévues à l'article D.97 du Code.

Les centres de formation sont responsables du traitement pour les traitements des données à caractère personnel nécessaires pour la mise en œuvre, en ce qui les concerne, des dispositions du Code et de ses arrêtés d'exécution pour les finalités prévues à l'article D.97 du Code.

§ 2. Conformément aux articles D.36, D.98, D.101, D.106, D.107 et D.108 du Code, les données à caractère personnel susceptibles d'être traitées pour la mise en œuvre, par chaque responsable du traitement visé au paragraphe 1^{er}, du Code et de ses arrêtés d'exécution sont :

1^o pour les participants et les stagiaires, les noms et les prénoms, le numéro de registre national ainsi que les données visées:

a) à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o;

b) à l'article 10, alinéa 1^{er}, 2^o;

c) à l'article 28, alinéa 1^{er}, 3^o;

2^o pour les formateurs, les noms et les prénoms, le numéro de registre national ainsi que les données visées :

a) à l'article 28, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o;

b) à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 2016 relatif à la formation professionnelle en matière d'agriculture dans sa version en vigueur au 22 février 2016;

c) à l'article 17, § 4, 5^o et 6^o, du même arrêté;

3^o pour les maîtres de stage, les noms et les prénoms, le numéro de registre national ainsi que les données visées à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 2016 relatif à la formation professionnelle en matière d'agriculture dans sa version en vigueur au 22 février 2016;

4^o pour les membres du personnel, les volontaires et les administrateurs des centres de formation, les données visées par l'arrêté ministériel du 22 mai 2019 établissant les dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées par le Service public de Wallonie - Economie, Emploi et Recherche en matière de formation professionnelle agricole et modifiant l'arrêté ministériel du 28 janvier 2016 relatif à la formation professionnelle en matière d'agriculture dans sa version en vigueur au 22 novembre 2019 :

a) aux articles 3, alinéas 1^{er}, 9^o, et 4;

b) à l'article 6, alinéas 3, 1^o et 3^o, à 5;

c) aux articles 9 et 10;

d) à l'article 13;

e) aux articles 17 à 22;

f) à l'article 24, alinéas 1^{er}, 2^o, et 3;

g) à l'article 32;

h) aux articles 34, § 2, 3^o, et 36;

i) aux articles 37 et 38;

j) aux articles 39 et 40;

k) à l'article 45;

l) aux articles 47 et 50;

m) à l'article 54;

n) à l'article 67.

§ 3. Conformément à l'article D.40 du Code, sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques, le responsable du traitement visé au paragraphe 1^{er} peut conserver les données à caractère personnel relatives :

1^o à un agrément ou à un appel à projet uniquement durant une période maximale de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de l'octroi de l'agrément ou de la notification de la sélection qui fait suite à l'appel à projet;

2^o à une subvention uniquement durant une période maximale de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable dont relève la subvention.

La durée de conservation visée à l'alinéa 1^{er} est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à la pleine et complète exécution d'une décision non susceptible de recours. ».

Art. 10. A l'article 31 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° les nombres « 10, 12, 13 » sont remplacés par les nombres « 9, 11 à 13 »;

2° les mots « Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.193, 1^{er} juillet 2014, p. 1. » sont remplacés par les mots « Règlement (UE) n° 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.327, 21 décembre 2022, p.1. ».

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le jour de son adoption par le Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° les articles 4 et 10 entrent en vigueur conformément à l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

2° l'article 8 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Art. 12. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/008711]

23 MEI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende beroepsopleiding in de landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling via het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 2022/2472 van de Commissie van 14 december 2022 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.11, D.13, D.36, D.40, D.101, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, D.103, D.107, D. 108, D.113, D.114, D. 242, D.243 en D.256;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende beroepsopleiding in de landbouw ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het rapport van 21 maart 2024 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op advies CO-A-2024-119 cm van de Autoriteit gegevensbescherming, gegeven op 12 april 2024;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid op 18 april 2024;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 22 april 2024;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, uitgebracht op 25 april 2024;

Gelet op advies 76.276/4 van de Raad van State, gegeven op 13 mei 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het overleg met de centra voor landbouwberoepsopleiding;

Overwegende dat wijzigingsbepalingen worden vastgesteld ten behoeve van de burgers en dat de terugwerkende kracht van een handeling toelaatbaar is, met name wanneer deze niet bezwarend is;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 5, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende beroepsopleiding in de landbouw wordt punt 1° aangevuld met de volgende woorden:

“of tegelijkertijd cursussen landbouwtechnieken en cursussen landbouwbeheer en -economie volgen”.

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “van de in artikel D.99, § 2, 1°, van het Wetboek bedoelde afstandscursussen” vervangen door de woorden “op afstand van alle cursussen bedoeld in artikel D.99 van het Wetboek”;

2° lid 2 wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 8, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “Minister of zijn afgevaardigde” vervangen door de woorden “het opleidingscentrum”.

Art. 5. In artikel 11, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “of alternerende opleiding” ingevoegd tussen de woorden “een erkende schoolopleiding” en de woorden “verricht worden”.

Art. 6. In artikel 13, vierde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “mits voorafgaandelijke goedkeuring van de dienst” opgeheven.

Art. 7. In artikel 14, § 3, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, worden de woorden “het selectiecomité” vervangen door de woorden “het comité van deskundigen”.

Art. 8. In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) onder a), wordt het getal “90,00” vervangen door het getal “115,00”;

(2) onder b) wordt het getal “110,00” vervangen door het getal “140,00”;

b) in 2° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) onder a), wordt het getal “75,00” vervangen door het getal “95,00”;

(2) onder b) wordt het getal “100,00” vervangen door het getal “125,00”.

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VII/1 met artikel 28/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Hoofdstuk VII/1. - Verwerking van persoonsgegevens

Art. 28/1. § 1. Onverminderd de artikelen D.393 en D.394 van het Wetboek, is de dienst, overeenkomstig de artikelen D.33, D.96, D.112 en D.256 van het Wetboek gelezen in samenhang met artikel 18, verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering, voor zover het hem betreft, van het Wetboek en zijn uitvoeringsbesluiten voor de in artikel D.97 van het Wetboek vermelde doeleinden.

De opleidingscentra zijn verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering, wat hen betreft, van de bepalingen van het Wetboek en zijn uitvoeringsbesluiten voor de doeleinden vermeld in artikel D.97 van het Wetboek.

§ 2. In overeenstemming met de artikelen D.36, D.98, D.101, D.106, D.107 en D.108 van het Wetboek, zijn de persoonsgegevens die kunnen worden verwerkt voor de uitvoering, door elke verwerkingsverantwoordelijke bedoeld in paragraaf 1, van het Wetboek en zijn uitvoeringsbesluiten:

1° voor deelnemers en stagiairs, de naam en voornamen, het Rijksregisternummer en de gegevens bedoeld:

a) in artikel 5, eerste lid, 2° en 3°;

b) in artikel 10, eerste lid, 2°

c) in artikel 28, eerste lid, 3°;

2° voor opleiders, de naam en voornamen, het Rijksregisternummer en de gegevens bedoeld:

a) in artikel 28, eerste lid, 1° en 2°;

b) in artikel 12 van het ministerieel besluit van 28 januari 2016 betreffende de beroepsopleiding inzake landbouw in de versie van kracht op 22 februari 2016;

c) in artikel 17, § 4, 5° en 6°, van hetzelfde besluit;

3° voor de stagebegeleiders, de naam en voornamen, het Rijksregisternummer en de gegevens bedoeld in artikel 10 van het ministerieel besluit van 28 januari 2016 betreffende de beroepsopleiding inzake landbouw in de versie van kracht op 22 februari 2016;

4° voor de personeelsleden, vrijwilligers en beheerders van opleidingscentra, de gegevens bedoeld bij het ministerieel besluit van 22 mei 2019 tot vaststelling van de subsidiabele uitgaven in het kader van de subsidies toegekend door de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek inzake landbouwberoepsopleiding en tot wijziging van het ministerieel besluit van 28 januari 2016 betreffende de beroepsopleiding inzake landbouw in de versie in kracht op 22 november 2019:

- a) in artikel 3, eerste lid, 9°, en vierde lid;
- b) in artikel 6, derde lid, 1° en 3°, tot en met vijfde lid;
- c) in de artikelen 9 en 10°;
- d) in artikel 13;
- e) in de artikelen 17 tot en met 22;
- f) in artikel 2, eerste lid, 2°, en derde lid;
- g) in artikel 32;
- c) in de artikelen 34, § 2, 3°, en 36;
- i) in de artikelen 37 en 38;
- j) in de artikelen 39 en 40;
- k) in artikel 45;
- l) in de artikelen 47 en 50;
- m) in artikel 54;
- n) in artikel 67.

§ 3. Overeenkomstig artikel D.40 van het Wetboek kan de in paragraaf 1 bedoelde voor de verwerking verantwoordelijke, onverminderd de bewaring die noodzakelijk is voor de verwerking ten behoeve van archivering in het algemeen belang, voor wetenschappelijk of historisch onderzoek of voor statistische doeleinden, persoonsgegevens bewaren met betrekking tot:

1° een erkenning of een oproep tot het indienen van projecten alleen voor een periode van maximaal tien jaar vanaf 1 januari van het jaar volgend op het jaar waarin de erkenning werd verleend of de selectie na de oproep tot het indienen van projecten werd bekendgemaakt;

2° een subsidie voor een periode van ten hoogste tien jaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op de definitieve afsluiting van het budgettaire en boekhoudkundige jaar waarop de subsidie betrekking heeft.

De in lid 1 bedoelde bewaringstermijn wordt in geval van een gerechtelijke of administratieve procedure opgeschort totdat een beslissing waartegen geen beroep mogelijk is, volledig en onherroepelijk is uitgevoerd. ”.

Art. 10. In artikel 31 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de cijfers “10, 12, 13” worden vervangen door de cijfers “9, 11 tot 13”

2° de woorden “Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L.193, 1 juli 2014, blz.1) ” worden vervangen door de woorden “Verordening (EG) nr. 2022/2472 van de Commissie van 14 december 2022 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L327 van 21.12.2022, blz.1. ”.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het door de Regering wordt aangenomen.

In afwijking van het eerste lid:

1° treden de artikelen 4 en 10 in werking overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

2° treedt artikel 8 in werking op 1 januari 2025.

Art. 12. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 mei 2024.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS